## Hausse des prix de l'eau et de l'électricité, le gouvernement ne désarme pas

@rib News, 24/06/2011 â€" Source XinhuaLe gouvernement du Burundi ne désarme pas sur son intention de revoir en hausse les prix de l'eau et de l'©lectricit© malgr© les cris de d©nonciation qui fusent de partout.Le ministre ayant en charge l'eau et l'©lectricité ©tait le matin de ce vendredi 24 juin 2011 à l'Assemblée nationale pour convaincre les dépu de laisser le gouvernement revoir en hausse les prix de ces deux produits comme il l'avait fait dernià rement, avant qu'il n'y renonce sur pression de la population, de la société civile et des députés du groupe parlementaire du parti Uprona. «Â Nous sommes ici pour demander à vous qui êtes souvent avec la population qui vous a élus d'expliquer les raisons qui ont poussé le gouvernement à revoir en hausse les prix de ces deux produits afin qu'elle puisse nous comprendre. On s'est entendu avec le deuxi\(\tilde{A}\) me vice-pr\(\tilde{A}\) sident de la R\(\tilde{A}\) publique qu'une campagne allant dans ce sens sera organisée en mairie de Bujumbura Â», a ainsi demandé le concours de la Chambre basse du parlement le ministre de l'Energie et des Mines, Moise Bucumi.Les raisons qui sont avancées par le ministre Moise Bucumi sont entre autres la nécessité de donner de l'eau à une grande frange de la population démunie et celle d'accroître la capacité en électi pour d'une part servir un grand nombre de personnes et d'autre part, pour pouvoir exploiter dÃ's le deuxiÃ'me semestre de 2012 le gisement de Nickel de Musongati à l'est du pays.«Â L'exploitation du Nickel exige à elle seule 270 mégawatts, alors que nous n'en disposons que 30 mégawatts seulement Â», a ajouté le ministre Moise Bucumi pour essayer de convaincre les députés.La Régie de Production et de Distribution des Eaux et de l'Electricité (REGIDESO) a décid juin de revoir en hausse de fañson vertigineuse les prix appliquños ñ l'eau et ñ l'ñolectricitño. La population n'a pas tardño Â d©crier de même que les organisations de la société civile et certains partis politiques.Le ministre de tutelle, en l'occurrence celui de l'Energie et des Mines, avait alors suspendu cette mesure le 9 juin pour que, disait-il, Â «Â ceux qui veulent bénéficier des services de la REGIDESO se prononcent et mÃames pour nous dire s'il faut avancer ou pas Â».Au moment où le ministre Moise Bucumi était à l'Assemblée Nationale pour gagner la confiance des députés, le préside l'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) animait une conférence de presse dans laquelle il a invité les députés à ne pas lui porter concours.«Â Nous disons aux députés que si cette me (Hausse de ces prix encore une fois) n'est pas arrêtée, on va faire une marche pacifique conformément aux recommandations faites lors de la derniÃ"re conférence publique tenue à la veille de la suspension de cette mesure le 9 juin dernier Â», a dit Gabriel Rufyiri.